



HÔPITAL DE NARBONNE - JEUDI 15 NOVEMBRE : UN MOMENT FORT DE MOBILISATION, DE COLERE, DE TÉMOIGNAGES...

- Un changement de politique est plus que jamais nécessaire pour sauver les hôpitaux- Environ 100 personnes se sont rassemblées devant l'hôpital de Narbonne jeudi matin 15 novembre.

Les personnels hospitaliers, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, avaient appelé à la grève pour faire entendre leur ras-le-bol sur la dégradation de leurs conditions de travail, leur refus de la suppression annoncée de 30 postes, et leur inquiétude pour leur avenir et le sort de l'hôpital.

Une cinquantaine de personnes sont allées rencontrer la direction et une confrontation s'est engagée entre le directeur et les personnes présentes : personnels et usagers du COMITE DE DEFENSE ET DE RECONQUETE DE LA SECURITE SOCIALE , venus les soutenir.

La rencontre est souvent tombée dans un dialogue de sourds, ainsi on a pu entendre du côté des infirmières: "mais là, vous nous écoutez ?!", "écoutez-nous! ».

Deux lexiques presque totalement étanches se sont fait entendre :

-côté direction: gouvernance, management, restrictions et parmi d'autres réflexions tout droit sorties du discours de la ministre Buzyn: "les problèmes ne relèvent pas d'un manque de personnels mais de défauts d'organisation » ,

-côté salarié(e)s, l'humain présent dans les revendications concernant les conditions de travail s'exprime aussi de façon plus personnelle, parfois comme cri de détresse: la "boule au ventre" avant d'aller au travail, l'impossibilité d'être, le soir, disponible pour ses enfants, l'absence de reconnaissance, le mépris pour la personne au travail, pour son expérience et sa formation.

Les termes de souffrance et maltraitance reviennent souvent :

"on n'en peut plus ! "nous aimons notre métier »! "NOUS VOULONS DE L'HUMAIN " !

Le directeur aura-t-il entendu leurs demandes d'être reconnus dans leur travail et de pouvoir le faire au mieux ?

Après avoir essayé de justifier la cure d'austérité qu'il a imposée pour redresser les comptes et convaincre l'ARS de dégager des fonds, il a été conduit à reconnaître que cela faisait des années que l'hôpital de Narbonne avait été « oublié », n'avait jamais été aidé, et qu'il fallait maintenant « des contreparties », tout en remarquant que « de l'argent public il n'y en a plus ».

C'est bien la constatation des limites de la « gestion » actuelle de l'hôpital public : penser qu' un hôpital se retrouve devant un « déficit », n'est-ce pas oublier les missions de service public qui doivent être les siennes? Les personnels et les patients ne doivent-ils pas être la priorité?

Ne faut-il pas alors remettre en question, les exigences de rentabilité qui lui sont imposées?

Les communistes de Narbonne ont mis en garde depuis des mois (communiqués, conférences de presse, distribution de tracts...) contre les dangers des diverses réformes qui se sont succédé (loi Bachelot, Touraine...) - avec notamment la tarification à l'acte imposant des critères de rentabilité au service public de santé- et sur les conséquences du nouveau plan d'économie sur la santé du gouvernement MACRON.

Ils ont interpellé à plusieurs reprises les élus du narbonnais qui ont décidé de contribuer au financement de l'implantation d'un « hôpital privé » plutôt que de se tourner vers le Centre hospitalier public pour l'aider à remplir sa mission de service public auprès de la population.

Espérons que la rencontre qui devait avoir lieu le lendemain entre le directeur et l'ARS aura des effets positifs et que les personnels obtiendront ce qu'ils demandent dans l'urgence : l'arrêt des suppressions d'emplois et l'obtention de moyens matériels réels pour améliorer la vie des patients.

Mais à terme, il faudra bien en arriver à remettre en questions les lois Santé successives, (dont la tarification à l'acte) et exiger que chaque Centre hospitalier ait son propre budget, correspondant à ses besoins propres, pour que l'Hôpital de Narbonne puisse continuer à vivre et présenter en centre ville une offre de soins de qualité.

Une bonne nouvelle : à l'issue de l'entrevue, le Comité de Défense et de reconquête de la Sécurité sociale a rappelé au directeur sa demande de rencontre, restée sans réponse depuis le mois de mai : un rendez-vous a enfin été fixé pour le 29/11/18.

La section PCF de Narbonne